

PROGRAMME DE LA LISTE UNEF ET ASSOCIATIONS ETUDIANTES

LISTE UNITAIRE, SYNDICALE ET ÉCOLOGISTE !

- I) Démocratisation** : Ouvrir l'IEP !
- II) Pédagogie** : La pédagogie au service de la réussite de tous !
- III) Autonomie** : Favoriser l'autonomie des étudiants
- IV) Vie étudiante-cadre de vie** De bonnes conditions matérielles pour étudier
- V) questions de société-écologie** : Transformer la société à notre niveau !
- VI) L'UNEF au quotidien** : Quels élus sommes nous ?
- VII) Relations inter-IEP** Gagner des droits pour les étudiants de tous les IEP !
- VIII) Démocratie étudiante** : Défendre les étudiants face aux évolutions de l'enseignement supérieur dans la région
- IX) Mobilité internationale** : Améliorer la 3A !

I) Démocratisation

Ouvrir l'IEP !

L'IEP fait partie d'un système dérogatoire du reste de l'enseignement supérieur. En effet, **la France a la particularité d'avoir une division entre des universités ouvertes à tous et des "filiales d'excellence"**, qui ne sont que des filières élitistes puisqu'elles sont réservées à un très petit nombre d'étudiants.

L'UNEF plaide au plan national, dans tous les IEP, pour l'unification de l'enseignement supérieur. Il n'est pas normal que certaines écoles bénéficient d'un statut dérogatoire leur permettant de contourner les droits étudiants, que ce soit en matière de sélection, mais aussi de pédagogie ou de représentation démocratique.

Nous sommes opposés à la sélection à l'entrée de l'IEP, comme de tout établissement d'enseignement supérieur. Pour autant, nous sommes conscients que l'intégration des IEP aux universités est un objectif à long terme. C'est pourquoi, à court terme, **nous devons agir pour que le concours soit le moins socialement discriminant possible.**

Cet objectif à long terme, nous pouvons nous en rapprocher à court terme par :

- La diversification des voies d'accès à l'IEP, depuis l'université notamment.
- L'augmentation du nombre d'étudiants (permise par le déménagement notamment)
- Le rapprochement de l'IEP et des universités lilloises, non pas sur un plan technocratique en cherchant à construire une énorme université lilloise dans le but de gagner des places dans le classement de Shanghai, mais en mettant en place des séminaires au sein de Lille 1, 2 et 3, en facilitant les doubles cursus...
- l'épreuve orale d'entrée au concours de 4^e année doit être clarifiée et une appréciation doit être envoyée aux candidats reçus ou recalés
- Les épreuves du concours doivent être modifiées afin d'être moins socialement discriminantes (notamment les épreuves de langue et de culture générale).
- Les frais d'inscription au concours doivent être abaissés, les IEP dégagant un surplus chaque année!
- De nouveaux centres d'examen doivent être prévus, pour permettre aux étudiants de passer le concours en engageant le moins de frais possible.
- Des corrigés et une méthodologie précise doivent être envoyés à tous les candidats au concours.

II) Pédagogie

La pédagogie au service de la réussite de tous !

L'IEP, même si il délivre des diplômes, ne tombe pas sous les mêmes règles que partout ailleurs. Notamment, **en ce qui concerne les droits portant sur les examens, l'IEP est en retard par rapport à la norme nationale**. Alors que l'UNEF s'est battue pour que les règles nationales sur les examens soient harmonisées par le haut à l'occasion d'un nouvel arrêté ministériel, **cette harmonisation ne touchera les IEP que si les étudiants se mobilisent pour l'obtenir**.

De quoi s'agit il ? Tout simplement de mettre en place des logiques pédagogiques partout en France, c'est à dire des modalités d'examens qui ne visent pas à sélectionner les bon et les mauvais élèves, mais d'abord à **faire progresser le niveau général et à évaluer l'acquisition des connaissances**.

Les règles fixées pour obtenir son année doivent être simples. Aujourd'hui, c'est peu de dire qu'elles ne le sont pas dans toutes les années, avec des mécanismes compliqués d'unités, de moyennes qui se compensent à un endroit et pas à d'autres... **Il faut donc engager une réforme des modalités d'examens** pour que les étudiants s'y retrouvent et que le système soit lisible. Pour cela, nous proposons :

→ Obtenir son année signifie en avoir compris la logique générale. Il faut donc appliquer la même règle simple que partout ailleurs : quand on a 10 à son année, on est admis dans l'année supérieure ! C'est important notamment en première année, où près de la moitié des étudiants passent au rattrapage pour très peu qui redoublent !

→ Le contrôle continu doit représenter la moitié de la note finale en première année. En effet, les examens terminaux ont trop de poids (2/3 de la note !), ce qui dévalorise le travail suivi et continu des conférences de méthode.

→ Une absence justifiée aux examens (maladie, accident...) doit permettre de ne pas être désavantagé par rapport à tout le monde. C'est pourquoi il est nécessaire que pour les étudiants qui n'auraient pas pu se rendre à l'examen, une session spécifique soit organisée avant les rattrapages.

→ Les conférences de méthode sont un bon outil pédagogique, et évaluent de façon plus efficace les étudiants du fait du suivi personnalisé et de la diversité des travaux demandés. Cependant, l'évaluation n'est pas suffisamment encadrée, ce qui conduit à des abus et à des disparités entre les groupes. Il faut donc un cadrage des modalités de contrôle de connaissance pour les conférences de méthode, sous la forme d'une concertation entre les enseignants d'une même matière en début d'année.

→ L'anglais ne doit pas être la seule langue disponible, en séminaire comme pour les cours de master. De même, les langues doivent faire l'objet d'améliorations substantielles, sur la pédagogie notamment. Des groupes de niveau seraient une bonne idée, en particulier dans les filières où les langues sont les plus importantes (FIFA, FIFB, FIFE)

III) Autonomie

Favoriser l'autonomie des étudiants !

Ces dernières années, **de nouvelles barrières ont été dressées à l'entrée de l'IEP**. Ces barrières sont notamment d'ordre financier, mais pas seulement. **Elles vont conduire à une sélection sociale plus forte et à un élitisme plus prononcé**. Elles vont surtout conduire les étudiants à dépendre de plus en plus de leurs parents pour poursuivre leurs études. Nous refusons une logique qui conduit nombre d'étudiants, boursiers ou non, à se salarier pour payer leurs études. **L'autonomie des étudiants doit être garantie, et l'IEP a une influence sur ce sujet par le biais du montant des frais d'inscription.**

C'est pourquoi nous nous battons depuis la première seconde contre chacune des mesures qui ont édifié des obstacles à l'entrée de l'IEP. **Notre objectif est d'obtenir leur suppression. Là encore, cet objectif va de pair avec des mesures d'urgence.**

→ Nous nous opposerons à l'augmentation des frais d'inscription, dans toutes les filières, et sous toutes ses formes. Des frais progressifs ne seraient qu'une augmentation déguisée, rendant l'étudiant dépendant de ses parents pour toute sa scolarité, et ne permettant pas de résoudre les problèmes financiers de l'IEP sans tomber dans une sélection sociale que personne ne souhaite.

→ Un étudiant en double cursus avec l'ESJ reste un étudiant de l'IEP. L'IEP, en tant qu'établissement PUBLIC d'enseignement supérieur se doit de respecter l'accès de tous à ses formations. Nous proposerons donc la baisse des frais d'inscription du double cursus, ou la création d'un master pluridisciplinaire pouvant intégrer le journalisme. L'ESJ doit se conformer aux règles du service public, et son intégration à l'IEP peut être un moyen de le faire. Nous plaiderons également pour le retrait de la clause de non concurrence qui a entraîné la suppression de la spécialité "métiers du journalisme" des maquettes de masters (rappelons que seules une vingtaine de places sont disponibles à l'ESJ et que les frais d'inscription s'élèvent à 3 900 euros pour les boursiers et 5 000 euros pour les non boursiers!).

→ La filière franco-britannique doit faire l'objet d'une remise à plat. Il n'est pas normal que les frais d'inscription soient aussi élevés du fait d'un bidouillage légal consistant à profiter du système anglais pour faire payer tous les étudiants, y compris les boursiers. La menace d'une augmentation de la part du Kent est par ailleurs très présente. Nous nous y opposerons, et nous tenterons de mettre en valeur des solutions alternatives au Kent, notamment auprès d'universités écossaises de même niveau qui ne pratiquent pas des frais d'inscription hors de toute proportion (un système de bourses permet aux étudiants de prendre en charge leurs FI allant jusqu'à la gratuité)!

→ Nous veillerons à ce que la résolution de l'UNEF votée au CA d'Octobre, qui engage le conseil à exonérer les étudiants boursiers de FIFB de frais d'inscription soit respectée.

→ La dotation de la commission vie étudiante de l'IEP, qui peut accorder des aides financières à tous les étudiants, doit être augmentée. La CVE doit faire l'objet d'une information plus large des étudiants, définir des critères clairs et larges et doit permettre aux étudiants de suivre les formations de leur choix (notamment double master avec l'ESJ et filière franco britannique). Cependant, nous insistons sur le caractère provisoire de ce type de solution, qui ne saurait remplacer une baisse substantielle des frais d'inscription.

IV) Vie étudiante-cadre de vie

De bonnes conditions matérielles pour étudier !

Défendre les étudiants, c'est aussi pour nous faire en sorte que leurs conditions d'étude leur permettent d'être dans de bonnes dispositions pour réussir. Beaucoup de petits problèmes (imprimantes, cafèt, wifi...) peuvent se trouver dans cette catégorie. Mais aussi petits qu'ils soient, ils font partie du cadre de vie des étudiants et **ils ne sont absolument pas déconnectés de choix politiques.** En effet, les 23 000 euros d'augmentation du budget communication de cette année (par exemple) auraient pu être affectés à la mise en place de plus de bornes wifi, ou au renouvellement du matériel informatique... **Permettre aux étudiants de travailler dans de bonnes conditions relève donc aussi d'un choix politique !**

C'est aussi pourquoi la question des moyens est centrale à l'IEP : du moment que les marges de manœuvre seront réduites du fait du désengagement de l'Etat, il y aura toujours plus de risques que les arbitrages budgétaires soient défavorables aux étudiants. D'où l'importance de refuser cette situation et de voter contre le budget afin de contraindre l'Etat à financer l'IEP à hauteur des besoins !

Pour améliorer nos conditions d'études, nous proposons :

→ Le wifi doit être amélioré pour être véritablement accessible partout dans l'IEP. Cela peut être réalisé très rapidement et ne requière pas un investissement énorme.

→ Le matériel informatique devient de plus en plus capricieux (c'est un euphémisme !) au fil des mois ! Au delà de la maintenance nécessaire, un renouvellement du matériel devient urgent.

→ Imprimer à l'IEP n'est pas toujours le plus facile, surtout quand on n'a plus de papier ! Du papier recyclé doit être mis à disposition des étudiants en se basant sur un système de quotas. Nous étudierons également la mise en place d'un copy free dans le cadre de la coopérative étudiante, où tous les étudiants pourraient photocopier et imprimer gratuitement sans avoir à apporter leur papier.

→ Nous renouvellerons l'expérience de la bourse aux livres pour que tous les étudiants aient à engager le moins de dépenses possible pendant leur premier mois d'études.

→ Le déménagement n'est pas une fin en soi. Nous posons des conditions simples : les locaux doivent être meilleurs, pouvoir accueillir plus d'étudiants pour desserrer la sélection, et répondre à des exigences écologiques en matière de bilan carbone.

→ Nous nous tiendrons à disposition des étudiants pour toute suggestion visant à améliorer les conditions de vie à l'IEP (nous avons par exemple obtenu un deuxième micro-ondes pour la cafèt cette année, ce n'est pas grand chose mais les petites choses comptent aussi !)

V) questions de société-écologie

Transformer la société à notre niveau !

L'IEP n'est pas coupé du reste du monde. **Si nous ne pouvons pas changer à nous seuls la société, nous pouvons la transformer à notre niveau.** C'est pourquoi notre démarche syndicale vise également à promouvoir la solidarité, l'égalité, le progrès social, le coopératisme...

Transformer la société, c'est aussi lutter contre l'exploitation humaine, qui se double d'une exploitation de l'écosystème, et donc prendre conscience que **l'écologie est une composante essentielle d'une démarche syndicale.**

Là encore, certains choix politiques ne sont pas les bons. **Quand on choisit des partenariats avec des entreprises privées, ce n'est pas toujours dans l'intérêt des étudiants**, surtout quand on a le choix entre l'économie sociale et solidaire et des entreprises à but purement lucratif.

Nous nous engageons :

→ A développer les conférences et les débats, permettant aux étudiants de se saisir de différents sujets tels que l'homophobie, le sexisme, le racisme... Dans une période électorale, certains de ces thèmes seront particulièrement brûlants, notamment en cas de forte présence du Front National.

→ A poursuivre la démarche engagée l'année dernière de conditionnalité écologique du déménagement de l'IEP et d'économie de papier et d'énergie.

→ A promouvoir des mécanismes de solidarité au travers de l'économie sociale et solidaire. Nous considérons notamment que le partenariat avec la BNP amène de façon scandaleuse l'IEP à privilégier la SMENO sur la LMDE, ce qui n'est pas dans l'intérêt des étudiants dans la mesure où la LMDE est une entreprise de l'économie sociale et solidaire qui ne pratique pas la vente d'assurances privées et qui repose sur un modèle mutualiste.

→ Notre liste est paritaire. Ce n'est pas seulement pour « faire joli ». La lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes commence par reconnaître que trouver des femmes compétentes n'est qu'une affaire de volonté politique !

→ Nous nous engageons à être présents lors des grands rendez vous pour défendre nos valeurs : journées internationales de lutte contre le sida, contre l'homophobie, contre le racisme, pour les droits des femmes, marche des fiertés, festival étudiant contre le racisme... Nous nous engageons également à mobiliser l'IEP autour d'un festival étudiant contre le racisme an Mars/Avril 2012, comme dans tous les établissements d'enseignement supérieur de la région.

→ En tant qu'organisation syndicale, nous sommes le lieu de tous les engagements. En tant que tel, nous offrirons notre aide et notre soutien à toute personne ou groupe souhaitant créer une association (par exemple de soutien aux sans papiers, contre l'homophobie, internationaliste, ...)

VI) L'UNEF au quotidien

Quels élus sommes nous ?

Un élu UNEF n'est pas un élu comme les autres. Avec une démarche syndicale, les élus de cette année ont montré qu'ils pouvaient mieux défendre les étudiants en étant cohérents et en assumant leurs positions. **Notre démarche s'appuie à la fois sur une exigence d'indépendance** vis à vis des administrations comme des partis politiques (même si nous sommes fiers de porter une orientation politique), **et sur des modes d'action variés et dynamiques.**

Cette démarche, nous la voulons ouverte aux étudiants, c'est pourquoi nous avons commencé par soumettre l'ensemble de notre programme aux amendements des étudiants de l'IEP. **Cette participation, nous la voulons durable, c'est pourquoi nous proposons l'adhésion à l'UNEF** à tous ceux qui souhaitent nous donner plus de poids !

En tant qu'élus, nous nous engagerons à :

→ Continuer de façon plus efficace la démarche de compte rendu de conseil que nous avons engagée cette année. La sollicitation des étudiants ne s'arrête pas le jour du vote !

→ Les élections ne sont qu'un élément du rapport de force, et des élus, quels qu'ils soient, ne sauraient défendre les étudiants en se contentant de siéger en conseil, même s'ils rendent compte de leur action. C'est en ne se refusant aucun moyen d'action pour faire valoir les intérêts matériels et moraux des étudiants que les élus UNEF sont efficaces. Nous appuierons donc notre action en conseil par des campagnes régulières, visant à mobiliser les étudiants sur les questions qui nous paraissent les plus importantes.

→ Des élus UNEF sont des élus syndicalistes. Ils oeuvrent donc en permanence pour l'unité du mouvement étudiant. Nous appelons toutes les organisations et individus se reconnaissant dans nos propositions, dans nos orientations syndicales, unitaires et écologistes à faire front avec nous pour défendre les étudiants.

→ Les élus UNEF sont en lien avec les militants de toute la France. Cela comprend évidemment les militants de l'IEP, de Lille, des autres IEP, mais aussi de tous les établissements d'enseignement supérieur de France. C'est grâce à cette implantation que l'UNEF peut défendre tous les étudiants, et pas seulement les étudiants d'une filière ou d'une ville.

→ Nous mettrons en place des permanences régulières, dans le hall ou dans notre local, pour permettre à tous les étudiants de nous trouver en cas de problème. Nous serons ainsi plus efficaces dans la défense individuelle et collective des étudiants de l'IEP.

VII) Relations inter-IEP

Gagner des droits pour les étudiants de tous les IEP !

La force de l'UNEF réside avant tout dans sa capacité à rassembler un grand nombre d'étudiants de toute la France. Ainsi, **nous sommes présents dans tous les IEP** (y compris à Paris!), et **nous sommes en capacité de lancer des campagnes nationales sur des sujets tels que le concours commun ou la mobilité inter-IEP.**

Nous avons choisi de faire de cet atout l'un des points importants de notre programme, d'abord parce que nous pensons qu'il est possible d'obtenir un certain nombre de victoires au niveau national, ensuite parce que cela nous permet de contrer la logique de concurrence entre les IEP. **Nous pouvons ainsi développer la coopération entre les administrations, mais surtout entre les étudiants ! En tant qu'étudiants nous avons tous les mêmes intérêts, pourquoi ne pas les défendre ensemble ?**

Nous nous appuyerons sur cela pour :

→ Obtenir que dans chaque IEP soient développés des PPP (partenariats public/public !) qui permettent de rapprocher les IEP des universités et d'obtenir des avancées importantes pour les étudiants. Notamment, ce genre de système pourrait permettre aux étudiants des IEP d'obtenir une licence à la fin de la troisième année, comme beaucoup le demandent depuis longtemps !

→ Abaisser les frais d'inscription du concours commun. Il est inadmissible que les IEP réalisent une partie de leurs marges de manoeuvre financières par le biais du concours !

→ Changer les règles du concours commun, et agir pour qu'il intègre les IEP qui n'en font pas encore partie (notamment Bordeaux et Grenoble).

→ Partout, le désengagement de l'Etat frappe durement l'enseignement supérieur. Partout, le budget des IEP et des universités doit être refusé si il n'est pas suffisant pour permettre la réussite de tous !

→ Les procédures de mobilité doivent être simplifiées. Elles doivent également être plus favorable à la démocratisation en supprimant toutes les clauses de non concurrence présentes dans les conventions, qui empêchent par exemple les étudiants de l'IEP d'aller étudier le journalisme à Rennes si ils ont raté le concours de l'ESJ !

→ Le concours commun doit être étendu à l'entrée en deuxième année.

VIII) Démocratie étudiante

Défendre les étudiants face aux évolutions de l'enseignement supérieur dans la région

L'IEP prend part, sans que la plupart des étudiants le sachent, au rapprochement des universités lilloises. **Ce processus, initié par le biais de structures administratives quelque peu compliquées et peu lisibles par les étudiants, est un danger pour leurs droits** et se fait dans un déni complet de toute démocratie étudiante. En effet, la structure choisie pour « accroître l'attractivité internationale » des universités lilloises est un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES). **Au sein de cette structure, pas un seul étudiant n'est représenté**, alors que le processus de rapprochement des universités va impacter de manière importante les conditions d'études de tous.

Sur un autre plan, l'UNEF se bat **pour que le CROUS du Nord, qui doit gérer la plus grande population de boursiers de France, puisse fournir aux étudiants les logements et les bourses adéquats.**

Cela n'est possible qu'en mobilisant l'ensemble des étudiants de la région, ce dont n'est capable que l'UNEF, en tant que première organisation étudiante.

→ Nous nous battons contre une éventuelle fusion des universités lilloises, qui est actuellement en préparation. Il n'est pas acceptable de tomber dans une logique de concurrence entre les universités dans le seul but de grimper dans le classement de Shanghai, qui ne vaut pas grand chose. L'université doit avant tout s'occuper de ses deux rôles principaux, la formation et la recherche.

→ La direction de l'IEP, qui est partie prenante de cette recombinaison, doit rendre des comptes aux étudiants et aux personnels, de même que l'ensemble des directions d'universités et d'écoles de la région qui participent à ce projet. Il n'est pas normal que la règle soit l'opacité totale sur les décisions qui sont prises !

→ Dans le court terme, les structures existantes doivent être considérablement démocratisées. Les étudiants doivent y être représentés, ainsi que les personnels.

→ A l'occasion des élections au CROUS, nous mènerons une bataille pour que la question du logement étudiant ne soit plus une promesse en l'air du gouvernement. Notamment dans l'académie de Lille, la pénurie de logements CROUS ne permet pas d'accéder à des loyers suffisamment modérés pour vivre de façon convenable. Le CROUS de Lille doit donc construire un grand nombre de nouveaux logements, et être doté en conséquence.

IX) Mobilité internationale

Améliorer la 3A !

L'année où il est le plus difficile pour nous de défendre les étudiants est bien la troisième année, pour des raisons évidentes ! Nous sommes pourtant favorable au système de la troisième année à l'étranger, qui fait partie des grandes chances que nous avons à l'IEP. Mais **nous pouvons cependant en améliorer certains aspects**, notamment sur la répartition des places dans les universités étrangères, et sur le fonctionnement général de la troisième année. **Si cette partie du programme est très « généralo-centrée » du fait de nos propositions phares sur le sujet, nous ne souhaitons cependant pas exclure les filières franco britannique, franco espagnole et franco allemande du débat**, car eux aussi ont besoin d'être défendus, y compris à l'étranger !

Nous proposons donc :

→ Aujourd'hui, tous les étudiants qui passent au rattrapage en première année sont automatiquement classés derrière tous les autres, même si leur moyenne avant le rattrapage est plus importante. Le système de classement doit donc être revu pour que soit prise en compte uniquement la note de la première session de première année. Dans un second temps, un nouveau système mettant plus en valeur la motivation de l'étudiant pourra être mis à l'étude.

→ La troisième année n'est aujourd'hui pas assez flexible. A la possibilité de faire une année en université ou une année de stage devrait s'ajouter la possibilité de faire un semestre de chaque (comme à l'IEP de Toulouse par exemple).

→ Nous développerons nos réseaux à l'étranger, en donnant des responsabilités à des militants « exilés », qui deviendront des « référents ». Cette proposition s'adresse particulièrement aux filières non générales.

→ L'information et le suivi des démarches des étudiants doivent être améliorés, pour que tous suivent une troisième année dans de bonnes conditions. A cet effet, nous publierons un guide synthétique en début d'année prochaine.

→ Des étudiants doivent siéger dans la commission attribuant les bourses de mobilité internationale de l'IEP.